

La partie canadienne a exposé l'organisation et la structure des recherches au sein du Ministère de la Santé et du Bien-être social et a donné un aperçu du processus fédéral-provincial de revue de l'ensemble du système de sécurité sociale au Canada. En plus, la partie canadienne a présenté les modèles (BENTAX, STACKER) qu'elle utilise pour simuler les retombées sur les individus ou les groupes, de différents programmes de soutien ou de supplémentation au revenu et a expliqué comment les deux niveaux de gouvernement, central et provincial, ont accès à une banque de données sociales dite "Bibliothèque de recherche en sécurité sociale" - "Social Security Research Library" (BRSS/SSRL) qui permet aux chercheurs et aux fonctionnaires des différents gouvernements de traiter les mêmes données de base en utilisant des variables différentes. La partie canadienne a transmis une documentation substantielle à ce sujet.

Les deux parties ont procédé à un échange d'informations quant au transfert des résultats des activités de recherche axées sur la prise de décision au niveau politique et administratif.

Dans ce contexte, les représentants du Québec ont expliqué, à la demande de la partie belge, les suites données au rapport de la Commission CASTONGUAY/NEPVEU.

Les deux parties ont identifié les analogies et les différences dans l'organisation et les principes suivis en ce qui concerne les recherches sociales axées sur des objectifs d'intérêt public et cela en vue de préciser les domaines où des échanges systématiques d'information pourraient s'avérer les plus fructueux.